

France-Créteil: Sewerage management services

OJ S 240/2023 13/12/2023

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: département du Val de Marne

Postal address: direction des Services de l'environnement et de l'assainissement

Town: Creteil Cedex

NUTS code: FR107 Val-de-Marne

Postal code: 94054

Country: France

E-mail: DSEA-Fax-SGFM.Marche@valdemarne.fr

Internet address(es):

Main address: <http://www.valdemarne.fr>

Address of the buyer profile: <http://Maximilien.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise>.

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=860496&orgAcronyme=a8z](https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise)

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise>.

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=860496&orgAcronyme=a8z](https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise)

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

Electronic communication requires the use of tools and devices that are not generally available. Unrestricted and full direct access to these tools and devices is possible, free of charge, at: <https://www.maximilien.fr>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

prestations de contrôles de conformité des branchements à un réseau d'assainissement

Reference number: DSEA-2023-19

II.1.2.

Main CPV code

90480000 Sewerage management services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

la présente consultation concerne le contrôle de conformité des branchements d'immeubles individuels ou collectifs desservis par un réseau public d'assainissement départemental. Le contrôle de conformité est réalisé dans le cadre de la compétence du Département du Val-De-Marne en matière d'assainissement collectif. Il lui appartient en effet de procéder à des contrôles de conformité des parties de branchement situées sous la voie publique et des installations d'assainissement privatives. Les installations d'assainissement privatives sont les installations sanitaires collectant les eaux usées et pluviales qu'elles soient dans le bâti, dans les espaces extérieurs, depuis le point d'évacuation jusqu'au raccordement à l'ouvrage départemental d'assainissement. Ces contrôles peuvent intervenir à la demande de l'utilisateur de manière diffuse sur tout le territoire, et peuvent également s'effectuer par secteur géographique dans le cadre de la politique départementale

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 17 860 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description**II.2.2. Additional CPV code(s)**

90480000 Sewerage management services, 71631300 Technical building-inspection services, 79311200 Survey conduction services, 90400000 Sewage services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR107 Val-de-Marne

II.2.4. Description of the procurement

la présente consultation concerne le contrôle de conformité des branchements d'immeubles individuels ou collectifs desservis par un réseau public d'assainissement départemental. Le contrôle de conformité est réalisé dans le cadre de la compétence du Département du Val-De-Marne en matière d'assainissement collectif. Il lui appartient en effet de procéder à des contrôles de conformité des parties de branchement situées sous la voie publique et des installations d'assainissement privatives. Les installations d'assainissement privatives sont les installations sanitaires collectant les eaux usées et pluviales qu'elles soient dans le bâti, dans les espaces extérieurs, depuis le point d'évacuation jusqu'au raccordement à l'ouvrage départemental d'assainissement. Ces contrôles peuvent intervenir à la demande de l'utilisateur de manière diffuse sur tout le territoire elles peuvent également être effectués par secteur géographique (à l'échelle d'une rue ou d'un bassin versant par exemple) dans le cadre de la politique départementale. les montants annuels sont : sans minimum et maximum 600 000 euro (s) (H.T.). Pour la première et la dernière période, ces montants seront ramenés au prorata de la période d'exécution

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique / Weighting: 50

Price - Weighting: 50

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 297 666,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 8

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

L'Accord-Cadre est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre de la même année pour la première période. Sauf stipulation contraire de l'acheteur, il sera reconduit tacitement, dans les conditions définies à l'article 3 du cahier des clauses administratives particulières, sans que sa durée totale n'excède quatre ans. Le titulaire ne pourra s'opposer à cette reconduction

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Le montant de la valeur indiquée en li.1.5 correspond à la valeur estimée totale de l'accord-cadre soit 4 ans, reconductions comprises. Le montant de la valeur indiquée au li.2.6 correspond à la valeur estimée de l'accord-cadre pour la période initiale, soit 8 mois. Elles sont données à titre indicatif et ne sont pas contractuelles

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

ne seront pas admises les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles R. 2142-1 à R. 2142-14, R. 2142-19 à 27, R. 2143-3 à R. 2143-16 du code de la commande publique et les candidatures ne démontrant pas l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou ne présentant pas de garanties professionnelles, techniques, économiques et financières. Les entreprises sont informées que la signature de l'acte d'engagement n'est plus requise (elle reste permise) lors du dépôt de l'offre, elle sera demandée à posteriori à la seule entreprise retenue. Le candidat individuel - ou les membres du groupement en cas de candidature groupée - produira une lettre de candidature (formulaire Dc1) et une déclaration du candidat (formulaire Dc2- un formulaire pour chacun des membres du groupement en cas de candidature groupée). Il fournira également en annexe du Dc2, les éléments listés à l'article 5.1 du RC. Les Dc1 et Dc2 sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>. Ils peuvent également être établis sur format libre. Le Pouvoir adjudicateur accepte également en lieu et place le Document Unique de Marché Européen (Dume) accompagné des éléments listés au RC. Les entreprises de cinquante

salariés et plus devront fournir le dernier procès-verbal de la réunion consacrée à l'examen du rapport présenté par l'employeur au Comité Social Économique (ordonnance no2017-1386 du 22 septembre 2017), dressant le bilan de l'année écoulée sur la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, et présentant un programme de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail. Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner, Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail, Attestation sur l'honneur justifiant que le candidat ne fait pas l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, ou si le candidat est en redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

liste et description succincte des critères de sélection : -Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

liste et description succincte des critères de sélection :- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat,- liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.- la qualification et la qualité des équipes présentées par le candidat : elles seront examinées lors de l'analyse de l'offre sur la valeur technique, au travers de la compétence des équipes, des moyens humains affectés, de leurs qualités et qualifications

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

en application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, le titulaire de l'accord-cadre aura l'obligation, dans le cadre de son exécution, de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans les conditions précisées à l'article 1.6 du CCAP

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 26/01/2024 Local time: 16:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 5 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 29/01/2024 Local time: 00:00

Information about authorised persons and opening procedure: cette date est donnée à titre indicatif, la séance ne sera pas publique

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published:

un nouvel avis d'appel public à la concurrence relatif au même objet, serait susceptible d'être publié au cours du troisième trimestre de 2027

VI.3. Additional information

unité monétaire : l'euro.Modalités de remise des offres : les modalités de remise des offres sont spécifiées au règlement de la consultation et dans son annexe.La consultation des avis, le retrait des DCE et le dépôt des questions éventuelles ainsi que des offres par voie électronique sont obligatoires sur le site www.valdemarne.fr/marches-publics ou depuis le portail Maximilien (<http://www.maximilien.fr>), plate-forme des marchés publics franciliens ou depuis l'adresse URL des adresses complémentaires.La transmission des plis, obligatoire par voie électronique, s'effectue conformément aux articles R.2132-1 à R. 2132-14 du code de la commande publique, sauf Copie de sauvegarde (le cas échéant). Cette copie de sauvegarde devra parvenir par tous moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception et d'en garantir la confidentialité. Pour son envoi postal : merci de vous rapporter à l'article 6 du RC. Pour Les dépôts sur place, avant la date limite des remises des plis et contre récépissé (courier, organisme spécialisé dans le transport express de plis et de colis), veuillez-vous présenter à l'adresse suivante : merci de vous rapporter à l'article 6 du RC. Chaque pli portera la mention suivante : " Copie de sauvegarde - ne pas ouvrir. Marché/Accord-Cadre Relatif à Dsea-2023-19 Prestations de contrôles de conformité des branchements à un réseau d'assainissement ainsi que le nom de la société expéditrice.Les sommes dues en exécution du marché seront réglées par mandat administratif dans un délai global de paiement de 30 jours dans les conditions prévues par les règles de la comptabilité publique, conformément aux articles L. 2191-1 à L. 2192-15 et R. 2191-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique et à la réglementation en vigueur. Le financement est assuré par les fonds propres Départementaux Dans le cadre de la dématérialisation de la facture et conformément à la réglementation en vigueur, , les factures électroniques doivent être déposées par l'entreprise attributaire sur le portail Chorus Pro. Plus d'information sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr> est fortement conseillé de s'inscrire lors du téléchargement du dossier de consultation pour être alerté des éventuelles modifications ou précisions sur les consultations téléchargées.

Pour toute difficulté liée autéléchargement ou une navigation sur Maximilien, un numéro de téléphone sera transmis lors de la création d'unticket d'incidence sur la plateforme. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bon commande, avec des prix révisables dans les conditions prévues à l'article 4.2 du C.C.A.P. Une avance pourra être accordée au titulaire du marché, il en confirmera le bénéfice ou le refus à l'article 7 de l'acte d'engagement. Le montant de cette avance et son remboursement sont détaillées à l'article 6 du CCAP. Aucune forme de groupement n'est exigée. Avant la remise de leur offre, les candidats devront impérativement se rendre compte sur place des sujétions particulières d'exécution. Ainsi, une démonstration du logiciel utilisé pour l'exécution du marché aura lieu et interviendra impérativement au moins quinze (15) jours francs avant la date limite de remise des offres

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Melun
Postal address: 43 rue du Général de Gaulle - case postale 8630
Town: Melun Cedex
Postal code: 77008
Country: France
E-mail: Greffes.ta-melun@juradm.fr
Telephone: +33 0160566630
Internet address: <http://melun.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: tribunal administratif de Melun
Postal address: 43 rue du Général de Gaulle - case postale 8630
Town: Melun
Postal code: 77008
Country: France

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:
précisions concernant les délais d'introduction de recours : Selon les dispositions des articles R421-1 et L551-1 et suivants du code de justice administrative. Pour information : Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyens accessible par le biais du site <https://www.telerecours.fr/>

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal administratif de Melun,
Postal address: 43 rue du Général de Gaulle - case postale 8630
Town: Melun
Postal code: 77008
Country: France
E-mail: Greffes.ta-melun@juradm.fr
Internet address: <http://Melun.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

08/12/2023